

Index AI : PRE01/190/2011
06 April 2011

Zimbabwe. Les restes humains retrouvés dans un charnier doivent être exhumés par des experts médico-légaux

Il existe un risque que des centaines de corps trouvés dans un charnier au Zimbabwe ne soient jamais identifiés, à moins que des experts médico-légaux ne procèdent à leur exhumation, a indiqué Amnesty International mercredi 6 avril.

La télévision zimbabwéenne a montré des restes humains découverts dans la région de Mount Darwin (nord du Zimbabwe) en train d'être emballés dans des sacs en plastique et de vieux sacs dans l'attente d'une nouvelle inhumation, ce qui augmente le risque que des éléments attestant de graves violations des droits fondamentaux ne soient perdus.

« Il s'agit d'une scène de crime et les exhumations requièrent l'expertise de professionnels de la médecine légale afin que l'identification soit effectuée, la cause de la mort déterminée et des informations judiciaires ouvertes en bonne et due forme », a déclaré Michelle Kagari, directrice adjointe du programme Afrique d'Amnesty International.

« Les familles des victimes s'attendent à ce que ces corps soient identifiés et à ce que leurs proches puissent recevoir des funérailles dignes de ce nom respectant les pratiques traditionnelles et religieuses. Ainsi, ces restes ne peuvent être simplement jetés à la poubelle de l'histoire sans que des analyses médico-légales adaptées ne soient effectuées afin de déterminer à qui ils appartiennent et comment et pourquoi ces personnes sont mortes. »

Début mars 2011, ZBC-TV, la chaîne de télévision de la Zimbabwe Broadcasting Corporation, organe de radio-télédiffusion de l'État, a rendu compte de l'exhumation de centaines de corps sur un site de la mine de Monkey William à Chibondo, dans le secteur de Mount Darwin.

ZBC-TV a affirmé que ces restes sont ceux de personnes tuées par les forces rhodésiennes dans les années 70 au cours de la guerre d'indépendance.

Des exhumations ont dans un premier temps été effectuées par le Fallen Heroes Trust, un groupe lié à l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique, parti du président Robert Mugabe, avant que des représentants du gouvernement ne prennent le relais.

Le 27 mars, Kembo Mohadi, co-ministre de l'Intérieur, a déclaré à ZBC-TV que le gouvernement prenait la relève du Fallen Heroes Trust pour ces exhumations.

Cependant, compte tenu du nombre de dépouilles découvertes jusqu'à présent et du fait que le gouvernement n'ait pas immédiatement sécurisé le site, Amnesty International craint que les meilleures pratiques internationales en matière d'exhumation ne soient pas respectées.

« Le gouvernement zimbabwéen doit veiller à ce que les exhumations soient effectuées par des

professionnels conformément aux normes internationales, afin que la cause de la mort puisse être précisément établie, que les corps soient correctement identifiés et, dans la mesure du possible, que ces dépouilles soient remises aux proches », a ajouté Michelle Kagari.

« Si le gouvernement zimbabwéen n'est pas en mesure de procéder à ces exhumations en bonne et due forme, il doit solliciter la coopération et l'assistance de la communauté internationale afin que des experts médico-légaux puissent le faire. »

Toute mauvaise gestion de cette situation aura de graves incidences sur de possibles exhumations sur d'autres sites au Zimbabwe. Des milliers de civils ont également été tués dans les provinces du Matabeleland et des Midlands au milieu des années 80, et seraient enterrés dans des puits de mine et des charniers dans ces régions.